

Présidentielle. Une marche pour les "millions d'exclus" handicapés



Partis de Nantes le 25 mars, quatre cyclistes en situation de handicap sont arrivés ce mardi à Paris après avoir parcouru 450 kilomètres pour interpellier les prétendants à l'Élysée sur le sort de "millions d'exclus".

Sur l'esplanade des Droits de l'Homme, devant la Tour Eiffel, Yoann, Jean-Pierre, Philippe et Nicolas, tous impliqués dans l'Association des Paralysés de France (APF), ont terminé leur périple de 17 jours baptisé la "Marche citoyenne des oubliés" sous les applaudissements et une nuée de micros et de caméras.

"Notre but était de sensibiliser les médias car il y a trop de gens dans l'exclusion", a déclaré à l'arrivée Yoann Durand, 41 ans. "On porte avec nous le message de tous ces gens rencontrés sur la route, et on espère que ça va être pris en compte dans les discours des politiques".

Attendus par plusieurs centaines de personnes

Brandissant des pancartes "Handicapés, pas empotés", "Nous sommes tous des électeurs" ou encore "Plus de bâtons dans les roues", plusieurs centaines de personnes, de nombreuses en fauteuil roulant, les attendaient au Trocadéro en scandant "Liberté, Égalité, Fraternité, vous nous avez oubliés".

Parmi eux, Rémy, 59 ans, "handicapé de naissance", qui a tenu à se déplacer depuis son foyer de Pantin, près de Paris, pour exprimer sa "colère" avant l'élection. "Il faut faire parler de nous et raconter encore et encore que nous n'avons pas le choix de notre emploi, de nos loisirs, des lieux qu'on fréquente", explique cet homme qui se déplace dans un fauteuil acheté il y a dix ans et qui attend depuis deux ans de pouvoir en changer.

Pour Philippe Raimbault, qui a conduit à 58 ans son "hand-bike", actionné à la force des bras, "tant de gens sont restés au bord de la route, oubliés des personnalités politiques, notamment ceux en situation de handicap". "La loi de 2005 reste difficile à mettre en place en termes d'accessibilité, le chômage nous touche plus, nous avons moins de ressources...", énumère-t-il, plaidant pour l'instauration d'un "revenu déclarable, pas une allocation, équivalent au Smic".

"Un cri d'alarme"

Cette marche est "un cri d'alarme", a expliqué Prosper Teboul, directeur général de l'APF, rappelant que seules 8% des personnes handicapées disent avoir confiance dans la classe politique, contre 36% avant l'élection de 2007, selon un sondage Ifop commandé par l'association. "C'est dramatique, il n'y a pas d'espoir dans cette élection", a-t-il déploré.

Symboliquement, les "marcheurs" iront porter leurs propositions dans des QG de campagne jusqu'à samedi, en espérant être reçus. Présent au Trocadéro "en soutien", le candidat de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, a précisé qu'il les recevrait ce mercredi. "Nous ferons du handicap l'une des priorités du quinquennat", a-t-il promis, insistant sur "l'employabilité" des personnes en situation de handicap.

Environ 12 millions de personnes vivent en France avec un handicap, y compris une incapacité mineure, selon l'Insee. Tous les candidats à l'élection présidentielle ont réservé une partie de leur programme au handicap, proposant notamment une revalorisation de l'Allocation adulte handicapé (environ 810 euros actuellement) ou des mesures pour accélérer l'accessibilité des transports et des bâtiments recevant du public (ERP).

Le Télégramme 12 avril 2017